


505 L Hh 59/5

9263-1

(1944)

 A
V. D. 9263-4 : Traité avec le Ministère
de l'Intérieur pour l'octroi de faci-
lités de circulation à la Police Nle

- D. 9264-2 : Traité avec la Préfecture
de Police pour l'octroi de facilités
de circulation.-

Traité pour la délivrance de facilités de circulation
à certains fonctionnaires de la Police Nationale
affectés au service de la S.N.C.F. (répression des
vols commis en cours de transport ou dans les
emprises du chemin de fer).

C.A. 3I. 5.44 3 VIII

Traité pour la délivrance de facilités de cir. à certains fonctionnaires de la Police Nationale affectés au service de la SNCF (répression des vols commis en cours de transport ou dans les emprises du chemin de fer)

QUESTION VIII - Traité pour la délivrance de facilités
de circulation à certains fonctionnaires de la Police Nationale.

P.V. (p.3) Le Conseil approuve le traité à passer avec le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

Notes de séance (p.3)

M. LE PRESIDENT. - A la suite d'un accord passé avec lui, le Ministère de l'Intérieur a accepté de spécialiser plusieurs fonctionnaires de la police dans la recherche et la répression des vols commis en cours de transport ou dans les emprises du chemin de fer. Ce personnel comprend, dans chaque Région administrative, une brigade mobile de plusieurs commissaires et inspecteurs agissant sous l'autorité de l'intendant de police. En outre, dans la Région parisienne, a été créé le Contrôle général des services de police des gares de Paris qui centralise les affaires des commissariats spéciaux des gares de Paris et poursuit les enquêtes au delà des limites de la Région parisienne.

Cette organisation motive la délivrance des cartes suivantes :

- 95 cartes pour les agents des brigades mobiles régionales valables dans la circonscription de service des intéressés;
- 30 cartes pour le personnel du Contrôle général des gares de Paris valables dans la Région parisienne;
- 10 cartes à parcours général pour les fonctionnaires de ce service, plus spécialement chargés des enquêtes en dehors de la Région parisienne.

La réduction prévue serait de 50 %; elle paraît entièrement

.....

justifiée étant donné que l'activité de ce personnel est essentiellement consacrée au service du chemin de fer.

Le Conseil approuve le traité.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Conseil d'Administration

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Séance du 31 mai 1944

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

VIII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation à certains fonctionnaires de la Police Nationale.

P_h

So

Référence à rappeler :
94 N° 4.749

NOTE

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet { d'un projet de Traité avec M. le Chef du Gouvernement,
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour la déli-
vrance de cartes de circulation à certains fonctionnaires
de la Police Nationale affectés à la recherche et à la
repression des vols dans les emprises de la S.N.C.F.

Jusqu'à une époque récente, la collaboration entre nos propres Services de Surveillance et les fonctionnaires de Police a consisté en intervention de la Police sur demandes expresses de la S.N.C.F. lorsque celle-ci a estimé ce concours nécessaire pour l'aboutissement rapide des enquêtes.

L'expérience a prouvé que cette collaboration devait être très renforcée, ne plus être intermittente, mais permanente, et prête, à tout moment, à se manifester en complet accord avec le chemin de fer.

Dans ce but est intervenue une réorganisation totale des Services de Surveillance de la S.N.C.F., avec création d'une Division Centrale chargée de coordonner les activités des Services régionaux et d'obtenir le concours nécessaire de la Police.

En présence de l'augmentation croissante du nombre des vols, la S.N.C.F. a dû demander que ce concours soit de plus en plus large. Le Ministère de l'Intérieur a accepté de spécialiser plusieurs fonctionnaires de Police dans la recherche et la répression des vols commis en cours de transport ou dans les emprises du chemin de fer, à condition que ce Personnel soit muni de facilités de circulation pour l'accomplissement de ses missions.

La contrepartie exigée par l'article 29 du Cahier des Charges est ici évidente et, sur notre proposition, le Département de l'Intérieur s'est déclaré d'accord sur le principe d'une Convention en vue de la délivrance des cartes de circulation nécessaires.

Le Personnel de Police affecté au Service de la S.N.C.F. comprend, dans chaque Région administrative, une brigade mobile de plusieurs Commissaires et Inspecteurs agissant sous l'autorité de l'Intendant de Police. En outre, pour la Région Parisienne, a été créé récemment - sous l'autorité directe du Secrétariat Général au Maintien de l'Ordre - le Contrôle Général des Services de Police des

Gares de PARIS, chargé de centraliser les affaires des Commissariats spéciaux des gares de PARIS, et de poursuivre les enquêtes au-delà des limites de la Région Parisienne.

Cette organisation motive la délivrance des cartes ci-après, toutes nominatives et en 1ère classe, les titulaires étant susceptibles d'utiliser l'une quelconque des trois classes de voiture au cours de leurs poursuites :

1°- 95 cartes pour les agents des brigades mobiles régionales, valables dans la circonscription de service des intéressés, correspondant à trois zones en moyenne,

2°- 30 cartes pour le personnel du Contrôle Général des Gares de PARIS, valables dans la Région Parisienne (zone de PARIS),

3°- 10 cartes à parcours général, pour les fonctionnaires de ce Service plus spécialement chargés des enquêtes en dehors des limites de la Région Parisienne.

Pour tenir compte de ce que les bénéficiaires de ces cartes travaillent directement pour le Chemin de fer, nous avons envisagé une réduction plus forte que celle déjà accordée à la Police. Nous avons cependant pu faire accepter une réduction globale de 50% seulement, très avantageuse pour la S.N.C.F. étant donné que les agents des brigades régionales consacrent la plus grande partie de leur activité au Service de la S.N.C.F. et ceux du Contrôle Général des Gares de PARIS ne travaillent que pour elle.

Sur ces bases, la nouvelle Convention fournirait une recette annuelle de 1.674.000 Frs.

J'ai l'honneur de prier M.M. les Membres du Conseil d'Administration de bien vouloir approuver le projet de traité ci-joint avec le Ministère de l'Intérieur pour la délivrance de cartes de circulation aux Personnels de la Police Nationale collaborant avec les Services de Surveillance de la S.N.C.F.

T R A I T É

ENTRE :

Le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur agissant au nom de l'Etat,

d'une part,
Et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont le siège est à PARIS 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration, et M. BOUTET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.,

Vu l'article 16, § d du Décret-Loi du 12 Novembre 1938

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

La Société Nationale des Chemins de fer Français délivrera, pour les besoins du Personnel de la Police Nationale collaborant spécialement avec son propre Service de Surveillance, les cartes de circulation ci-après, nominatives et en lère classe :

1° - Dix cartes valables sur l'ensemble des lignes qu'elle exploite, pour les fonctionnaires du Contrôle Général des Gares de PARIS;

2° - Trente cartes valables sur les lignes comprises dans la zone de PARIS pour le personnel du même Service ;

3° - Quatre-vingt quinze cartes valables dans la circonscription d'opération des intéressés (trois zones en moyenne) pour les agents des brigades Régionales de Police Mobile.

ARTICLE 2

Après accord entre les parties sur les parcours et périodes d'utilisation, le Ministère de l'Intérieur versera à la S.N.C.F., pour chaque carte, une somme représentant la valeur d'un abonnement au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec un abattement de 50 % (cinquante pour cent).

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.

Les cartes de circulation seront décomptées à partir du

premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F., à moins qu'elles aient cessé d'être valables avant cette date.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle imputable au Ministère de l'Intérieur, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France, majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration d'un délai de 45 jours à dater de la remise de la facture correspondante.

ARTICLE 3

L'avantage consenti par la présente Convention tient compte du concours que le personnel bénéficiaire assurera en permanence aux Services de Surveillance de la S.N.C.F.

ARTICLE 4

Le présent Traité expirera le 31 Décembre 1944. Il continuera par tacite reconduction, d'année en année, chaque partie contractante étant libre de le résilier en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Il sera établi sur papier non timbré et enregistré gratis (article 1er du Décret du 13 Octobre 1939).

FAIT en triple exemplaire, dont un pour le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un pour la Société Nationale des Chemins de fer Français, et un pour l'Enregistrement

à PARIS, le

Le Chef du Gouvernement
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur,

Pour la S.N.C.F.,
Le Président
du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,